

2 • La pensée marxiste

Karl Marx (1818-1883) considère que l'histoire de toute société est marquée par la lutte des classes. Dans la société capitaliste, le conflit de classes oppose les détenteurs des moyens de production (les capitalistes) à ceux qui vendent leur force de travail (les prolétaires). ■ **Documents 8 et 9**

a – Théorie de l'exploitation et plus-value

Le capitaliste achète au salarié sa force de travail contre un salaire qui assure au salarié sa survie, c'est-à-dire l'entretien et la reproduction de sa force de travail (cela nécessite par exemple 20 heures de travail par semaine). Mais le capitaliste va pouvoir disposer de cette force de travail au-delà de ces 20 heures. Le salarié continue de produire (35 heures de travail par semaine) et il crée une valeur supérieure à ce qu'il a coûté au capitaliste : la différence (15 heures) constitue le surtravail ou plus-value que le capitaliste transforme en profit.

Plus-value (ou surtravail)	=	Valeur marchande de la production (ou nombre d'heures travaillées)	—	Valeur de la force de travail (ou nombre d'heures nécessaires pour la survie du salarié)
15 heures	=	35 heures	—	20 heures

b – Loi de la baisse tendancielle des taux de profit à long terme

La concurrence et le progrès technique conduisent les capitalistes à investir dans des machines qui remplacent les salariés. Cela entraîne une montée du chômage (« l'armée industrielle de réserve ») et tend à faire baisser les salaires (le chômage crée une concurrence plus grande entre les salariés). La masse de travail utilisée étant réduite, la part non payée du travail (la plus-value) va diminuer par rapport au capital (les machines) qui augmente : le taux de profit (c'est-à-dire le rapport entre la plus-value et le capital total investi) va donc baisser.

Marx met ainsi en évidence la « loi de la baisse tendancielle des taux de profit à long terme ». ■ **Document 10**

c – Crises et abolition de la propriété privée des moyens de production

Le capital augmentant trop vite par rapport à sa rentabilité (mesurée par le taux de profit), l'économie est traversée par une crise de surproduction à cause du chômage et des salaires faibles qui limitent la consommation. Durant ces crises, les entreprises les plus vulnérables sont rachetées par les plus grandes, le chômage s'aggrave et la lutte des classes s'exacerbe.

Si les prolétaires s'organisent, ils renverseront l'ordre capitaliste, aboliront la propriété privée des moyens de production pour aller vers une autre société fondée sur « le mode de production des travailleurs associés ».

d – Limites et perspectives de la pensée marxiste

Marx a sous-estimé la formidable capacité d'adaptation du capitalisme qui est parvenu à sortir des crises qui l'ont affecté, ce qui laisse planer un doute sur la pertinence de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit à long terme. Par ailleurs, sa vision de l'Histoire (la révolution inéluctable dans les pays capitalistes les plus avancés comme la Grande-Bretagne ou la France et l'avènement d'une société communiste) est aujourd'hui condamnée par les faits.

Sa pensée critique garde une certaine pertinence pour comprendre la marchandisation croissante des activités dans le système capitaliste, la nature de certains conflits sociaux qui le traversent ou encore sa tendance permanente à engendrer de nouvelles inégalités et exclusions.



■ Document 8

• Quels liens peut-on établir entre les réalités sociales de la révolution industrielle et l'avènement de la pensée marxiste ?

■ Document 9

1. Pour Marx, la lutte des classes est-elle spécifique au capitalisme ?
2. Quelles formes prennent les classes sociales dans la société capitaliste ?

■ Document 10

1. Selon Marx, pourquoi les taux de profit doivent-ils baisser ?
2. Quels facteurs viennent contrarier cette baisse ?

Les violences du capitalisme

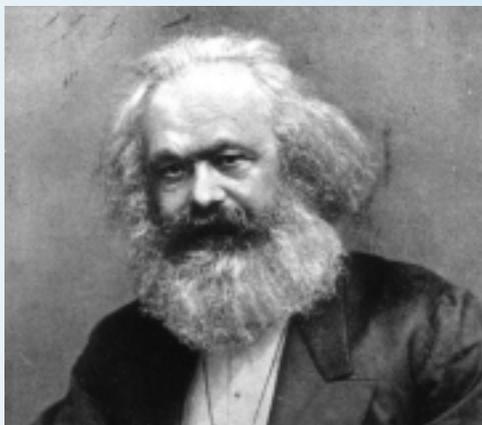
Partout la journée de travail est allongée aux limites de la résistance physique des ouvriers. Limitée au XVIII^e siècle par la durée du jour, elle s'allonge jusqu'à 1850 avec l'éclairage au gaz qui permet de faire tourner certaines fabriques nuit et jour (...). En moyenne jusqu'en 1860

environ, la durée du travail oscille, dans toutes les branches de l'activité industrielle, de douze à quinze heures. (...) Travail continu, sans congés ni jours fériés, l'usine est un bagne, où le repos dominical n'est même pas toujours respecté (...) Pour augmenter la production, il faut

allonger encore le travail et employer de nouveaux travailleurs. Si bien qu'aux premiers temps de la révolution industrielle (...) une solution s'impose : utiliser les femmes et les enfants.

Jean-Pierre Rioux,
La révolution industrielle 1770-1880, éd. du Seuil

Document 9



L'HISTOIRE, C'EST L'HISTOIRE DE LA LUTTE DES CLASSES

L'histoire de toute société jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de la lutte des classes. Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande¹ et compagnon, en un mot : oppresseurs et opprimés se sont trouvés en constante opposition, ils ont mené une lutte sans répit, tan-

tôt déguisée, tantôt ouverte, qui chaque fois finissait soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par l'anéantissement des diverses classes en lutte.

Karl Marx, Friedrich Engels,
Le Manifeste du Parti communiste, 1848

1. Maître de jurande : représentant d'une corporation de métier

Document 10

Baisse des taux de profit à long terme ?

Du fait du changement technique, de l'évolution des techniques de production, il faut de plus en plus de capital. (...) Là où un tour suffisait, il faut désormais une machine à commande numérique... Voilà le problème, estime Marx. Car, ce qui intéresse le capitaliste, c'est le rendement qu'il tire du capital investi : c'est-à-dire le montant de la plus-value dégagée par rapport aux sommes engagées. (...) Le rapport d'une plus-value constante sur un capital croissant ne peut aller qu'en

diminuant. Or ce rapport n'est autre que le taux de profit. (...) Celui-ci doit donc baisser continuellement.

Marx, pourtant, demeure prudent : la « loi » qu'il vient de dégager, il la qualifie de tendancielle. Si des forces puissantes – celles du changement technique – poussent dans ce sens, d'autres forces la contrarient. Quelles forces ? Marx en repère explicitement cinq : l'allongement de la durée du travail, la baisse des salaires, la baisse des prix du capital constant, le déve-

loppement de l'industrie du luxe (qui requiert beaucoup de main-d'œuvre et peu de capital) au profit de la bourgeoisie, le commerce extérieur enfin (grâce à l'augmentation des débouchés qu'il permet, donc aux économies d'échelle qu'il engendre). Dans les deux premiers cas, il s'agit d'exploiter plus féroce-ment les salariés, dans les trois autres de trouver des échappatoires techniques.

Denis Clerc, *Déchiffrer les grands auteurs de l'économie et de la sociologie*, éd. Syros

3 • La pensée keynésienne

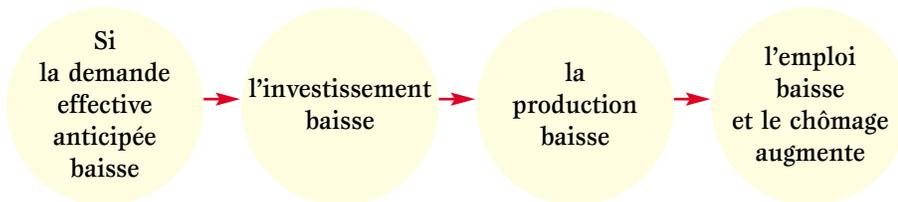
Keynes a développé sa théorie dans le contexte de la grande crise de 1929 au moment où la mise en application des théories libérales ne permettait pas une sortie de crise. **Documents 11 et 12**

a – Les insuffisances du marché

Alors que les libéraux considèrent que le libre jeu des mécanismes de marché devrait permettre un retour à l'équilibre, en particulier sur le marché du travail, Keynes montre que le sous-emploi et la crise peuvent durer.

b – Le rôle prépondérant de la demande

Les entrepreneurs déterminent leur volume d'investissement, de production et donc d'emploi en fonction de la demande effective anticipée, c'est-à-dire de la demande globale (consommation + investissement) anticipée. Si leurs prévisions sont pessimistes, le chômage peut durer.



c – L'État interventionniste

Par opposition à l'État gendarme des libéraux, Keynes préconise une intervention de l'État dans les domaines économique et social.

Dans le domaine économique, le libre jeu du marché n'étant pas toujours capable d'assurer l'équilibre économique et le plein emploi, l'État doit intervenir pour permettre une sortie de crise. L'action de l'État doit favoriser une relance de la demande globale. Cela peut se faire en encourageant l'investissement, en augmentant les dépenses publiques de santé, d'éducation ou encore en lançant un programme de grands travaux (autoroutes, etc.).

Dans le domaine social, la politique sociale doit permettre aux classes populaires de mieux accéder à la consommation. La mise en place d'une couverture sociale participe donc d'un soutien de la demande globale. La théorie keynésienne est à l'origine de la mise en place de l'État-providence.

d – Limites et perspectives de la théorie keynésienne

Dans les années 1970, les libéraux ont reproché aux politiques keynésiennes leur inefficacité pour sortir de la crise, leur responsabilité dans la montée du déficit commercial et de l'inflation. En effet, les politiques de relance favorisent la montée des importations en économie ouverte et alimentent l'inflation (hausse durable des prix) par la demande.

Dans les années 1990, la pensée keynésienne connaît un renouveau tout en restant fidèle à ses principes majeurs : les imperfections du marché et la nécessité de l'intervention de l'État. **Activité 1 p. 34**

4 • D'autres approches

Certains auteurs, comme E. Malinvaud, ont tenté une synthèse entre Keynes et les néoclassiques. D'autres courants se sont constitués, comme l'École de la Régulation (R. Boyer, M. Aglietta), en empruntant à la fois à Keynes et à Marx. Le courant institutionnaliste (Veblen, Galbraith) accorde une importance centrale aux institutions et aux faits sociaux, tout comme la théorie des Conventions. Enfin, des auteurs importants, les hétérodoxes, restent inclassables : certains prennent en compte dans leurs analyses les considérations morales (Hirschman, Sen) ou se situent au carrefour de plusieurs disciplines, comme Polanyi.



Document 11

1. Quels sont les points de divergence entre Keynes et les économistes classiques ?
2. Sur quels points cependant Keynes rejoint-il les libéraux ?

Document 12

1. Quels remèdes Keynes préconise-t-il pour sortir de la crise ?
2. S'oppose-t-il pour autant au capitalisme ?

ÉCONOMIE

INTERVIEW IMAGINAIRE DE

John Maynard Keynes

**Science & Vie Économie :**

La grande crise de 1929 ne nécessitait-elle pas une nouvelle approche en économie ?

J.M.K. : Oui, car j'ai tenté de jeter les bases d'une théorie nouvelle, révolutionnaire. Elle est générale dans la mesure où j'ai étudié le fonctionnement de l'économie dans sa globalité. L'économie classique est un instrument puissant pour expliquer les comportements individuels du consommateur ou du producteur. Elle s'avère en revanche incapable de rendre compte des phénomènes éco-

nomiques d'ensemble. Ces derniers répondent à une logique qui leur est propre, différente de la rationalité individuelle.

S. & V. Économie : Les classiques pensent au contraire que l'intérêt des individus concourt forcément à l'intérêt général.

J.M.K. : Eh bien ! les classiques se trompent ! Prenons un exemple. Chaque individu a intérêt à épargner, car il accumule ainsi des richesses pour l'avenir. Mais si tout le monde suit le même raisonnement, il en résulte un effet négatif pour l'économie d'un pays. Il y a en effet moins d'argent en circulation pour acheter les marchandises produites, ce qui freine l'activité. L'intérêt général recommande donc la dépense. (...)

S. & V. Économie : On parle communément de révolution keynésienne. De quoi s'agit-il ?

J.M.K. : D'une façon radicalement différente de voir le monde. Les libéraux ont une vision idéale de l'économie,

toute empreinte de puritanisme. Ils considèrent qu'il existe un ordre naturel des choses, tel que Dieu l'a déterminé, garantissant plein emploi et richesse. Pour eux, les crises ne sont que de simples dérangements temporaires, vite enrayerés grâce aux mécanismes du marché. Dès lors, tout étant pour le mieux dans le meilleur des mondes, il faut bien se garder d'intervenir. Les libéraux préfèrent attendre patiemment que la baisse des prix et des salaires ramène l'équilibre.

Autrement dit, il faudrait se serrer la ceinture. Cette diète forcée serait une sorte de châtiment divin venant sanctionner les excès des années de vaches grasses. Absurde ! La « main invisible », l'équilibre automatique, le laisser-faire ne sont que mythes et balivernes. Je pense au contraire que le capitalisme libéral conduit tout droit à la crise quand il est laissé à lui-même. Seule une intervention franche et systématique de l'État peut éviter la catastrophe.

S. & V. Économie : Si j'ai bien compris, vous réinventez une vieille notion quelque peu oubliée depuis Adam Smith, celle de politique économique ?

J.M.K. : Qui, sinon l'État, est le plus apte à agir au nom de l'intérêt général ? Sa mission consiste à réguler le fonctionnement de l'économie et, en temps de crise, à intervenir par tous les moyens pour relancer la machine. Pour cela, il dispose de tout un arsenal de mesures envisageables : mise en chantier de grands travaux, redistribution, politique fiscale, aides à l'investissement, contrôle des changes, politiques d'aide à la consommation, etc. Le choix dépend évidemment de l'objectif visé.

S. & V. Économie : Trop d'État ne risque-t-il pas de tuer toute initiative privée ?

J.M.K. : Il ne s'agit pas de supplanter l'initiative privée, mais de pallier ses insuffisances. L'État doit impulser, orienter au niveau global. Je n'ai jamais été l'ennemi du profit et de l'entreprise individuelle.

Alix Hoang,

Science & Vie Économie, mai 1985

Document 12

LE POINT DE VUE DE KEYNES SUR LA CRISE DE 1929

La thèse libérale se heurte à un obstacle de taille : alors qu'elle préconise un retour à la libre concurrence, ce sont apparemment les pays où l'État intervient largement dans l'économie qui surmontent le mieux les effets de la crise. Véritable anomalie pour les libéraux, ce phénomène s'explique par contre aisément dans l'optique keynésienne. (...) Keynes voit dans la crise le résultat d'un effondrement de la « demande effective », ou demande globale adressée aux entreprises. Se

développe alors, non pas un chômage « volontaire » dû à des prétentions salariales excessives, mais un chômage « involontaire » lié à l'insuffisance de la dépense. Dans ces conditions, les gouvernements qui parviennent à ranimer la demande effective – que ce soit par des commandes d'armement, la construction d'équipements publics ou des mesures sociales permettant de soutenir la consommation des ménages – suscitent un redémarrage de l'activité et parviennent à faire reculer

le chômage. (...)

S'il se démarque du « laissez-faire » traditionnel des libéraux, Keynes ne rejoint pas pour autant le point de vue des marxistes, car la crise n'est pour lui nullement une fatalité du capitalisme : elle peut être conjurée par une politique économique appropriée. Loin de chercher à saper les bases du capitalisme, Keynes souhaite lui fournir les instruments de sa survie.

J. Boncaœur et H. Thouément, *Histoire des idées économiques*, tome 2, éd. Nathan